

2017

PLAN DE RÉPONSE D'URGENCE

DÉC. 2017

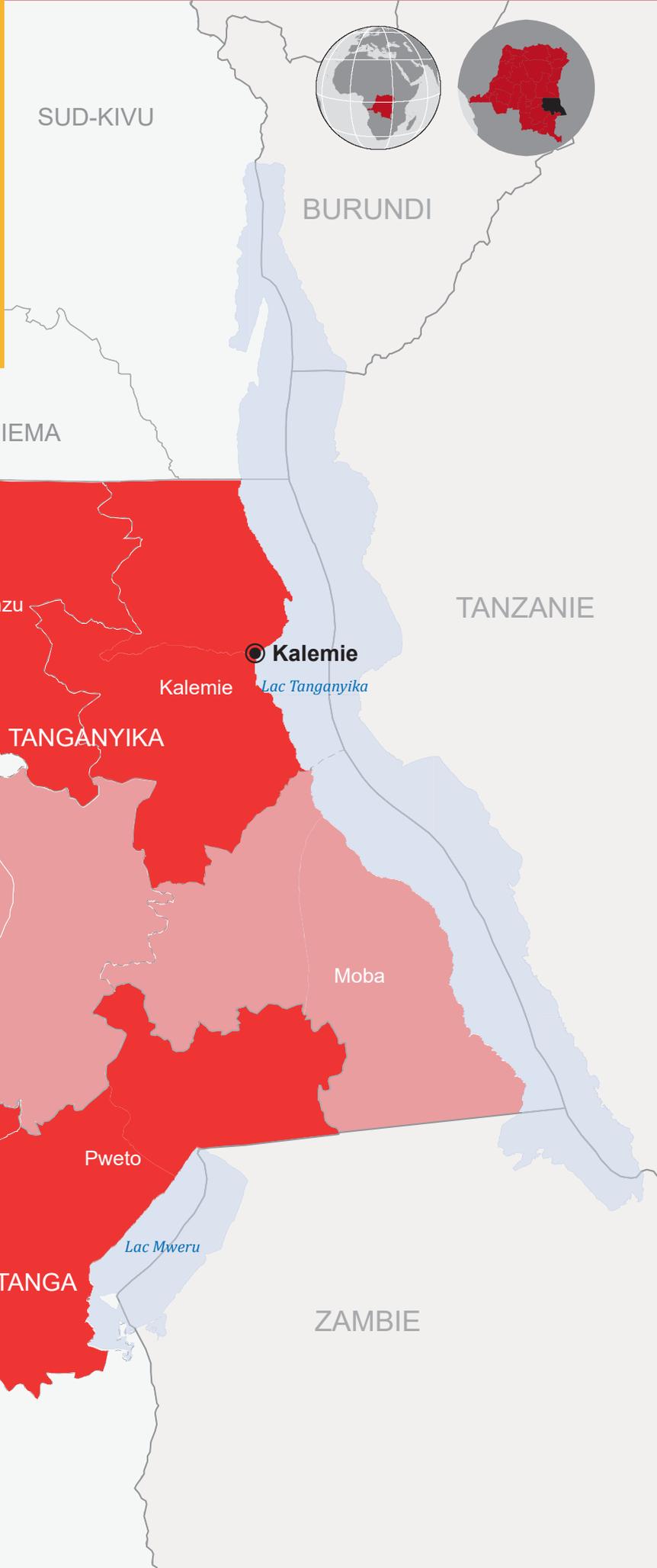


**TANGANYIKA,
HAUT-KATANGA ET
HAUT-LOMAMI
(RD CONGO)**

PLAN OPERATIONNEL

US\$ 106,4M

Nécessaires pour assurer une assistance vitale et la protection à 622 183 personnes dans les six mois à venir.



INTRODUCTION

Suite à la déclaration de crise L3 en RD-Congo au mois d'octobre 2017, et en lien avec la mise à jour 2018 du Plan de Réponse Humanitaire (PRH) 2017-2019, l'Equipe Humanitaire Pays (EHP) a jugé nécessaire que soient élaborés des plans opérationnels pour les zones prioritaires concernées, notamment les provinces du Tanganyika, et les territoire de Pweto (Province du Haut-Katanga) et Malembankulu (Province du Haut-Lomami).

Objectifs

L'objectif général de ce Plan opérationnel pour les provinces du Tanganyika, du territoire de Pweto (Province du Haut-Katanga) et du territoire de Malembankulu (Province du Haut-Lomami) est d'orienter la stratégie de réponse d'urgence au cours des six prochains mois, en vue d'une assistance rapide, efficace et adéquate aux besoins des populations affectées.

Plus spécifiquement il s'agit : d'une part d'approfondir l'analyse de l'impact humanitaire de la crise en cours dans les provinces du Tanganyika et du Haut-Lomami; et d'autre part définir les priorités stratégiques et opérationnelles de la réponse humanitaire, selon une approche multisectorielle et les objectifs fixés dans le PRH 2017-2019.

Ce document met l'accent sur les besoins immédiats en vue d'une mobilisation rapide et efficace des ressources nécessaires à protéger la vie et les droits fondamentaux des personnes affectées dans les zones évaluées comme étant "à risque élevé".

Ce plan cible 622 183 personnes ayant besoin d'une assistance humanitaire vitale immédiate.

Méthodologie

L'analyse de l'impact humanitaire de la crise développée dans le cadre de ce Plan a été élaborée sur la base d'une évaluation conjointe du niveau de sévérité des besoins et des risques de violation des droits fondamentaux des personnes affectées par la crise dans la Province du Tanganyika, et les territoires de Pweto (Province du Haut-Katanga) et Malembankulu (Province du Haut-Lomami). L'analyse est basée sur une priorisation par unité géographique (zone de santé/aires de santé), selon le niveau de sévérité des besoins, en cohérence avec l'approche multisectorielle et la définition de vulnérabilité fixés par la stratégie globale, développée dans le cadre de la mise à jour 2018 du PRH 2017-2019 pour la RDC. L'exercice a pris en compte d'une part la mise

à jour des besoins¹ (réalisée à travers un atelier national d'analyse technique et des ateliers provinciaux) ; et d'autre part l'analyse collective du contexte par la communauté humanitaire au niveau provincial, à travers une implication active des membres de l'Intercluster Provincial (ICP) et du Comité Provincial Inter-Agence (CPIA) des trois zones en crise. Les critères appliqués pour la priorisation se résument comme suit : i) Profil Humanitaire intégrant les chiffres de planification ressortis du processus de mise à jour 2018 du PRH de la RDC ; ii) Conditions de vie des populations affectées par la crise ; iii) Capacités de réponse; iv) Capacité d'accès de l'assistance humanitaire. Sur la base de ces critères, le processus de priorisation a mené au classement des zones affectées par la crise en cours en deux grandes catégories :

- **Zones en priorité 1** : Territoire de Kalemie (Zone de Santé de Kalemie et Nyemba) ; Territoire de Nyunzu (Zone de Santé de Nyunzu - Axes Nord et Sud ; et axe Nyunzu-Luizi) ; Territoire de Kongolo (Zones de Santé de Kongolo et Mbulula); Territoire de Pweto (Zone de Santé de Pweto et Kilwa) ; Territoire de Malembankulu (Zones de santé de Mukongo, Mulanga, Malemba et Lwamba).
- **Zones en priorité 2** : Territoire de Manono (Zone de Santé de Kyambi et Manono) ; Territoire de Moba (Zone de Santé de Moba et Kinsimba).

A noter que les besoins dans les zones qui n'ont été pas prises en compte par le plan opérationnel ont été intégrés dans la mise à jour 2018 du PRH, en lien avec les standards en matière de protection ciblant la totalité des personnes affectées par la crise. Par ailleurs, compte tenu de l'évolution continue du contexte global, il est très probable qu'il y ait un changement du niveau de sévérité des besoins dans les prochains mois. Cette limite "temporelle" de l'analyse sera compensée par un suivi continu de la situation humanitaire mené par les mécanismes de coordination provinciaux.

1. La mise à jour des besoins humanitaires pour 2018 a pris en compte le niveau d'évolution des indicateurs clé de sévérité (nombre des déplacés, nombre des cas de protection, niveau de sécurité alimentaire, taux de prévalence de la MAS et MAG, taux de morbidité pour les trois typologies d'épidémies retenues par le PRH, fièvre jaune, choléra et rougeole) ainsi que l'analyse collective au niveau provincial des tendances d'évolution de la situation.

APERÇU DE LA

CRISE

Depuis juillet 2016, le contexte sécuritaire dans la Province du Tanganyika reste préoccupant, marqué par une dégradation significative de la situation humanitaire. La crise s'est étendue au Territoire de Pweto et Malembankulu en entraînant le déplacement interne d'environ 940 000 personnes dans toute la zone affectée.

PERSONNES DANS LE BESOIN


0,9M

PERSONNES CIBLÉES


0,6M

BUDGET REQUIS US\$


106,4M

Malgré les efforts menés, les capacités de réponse demeurent insuffisantes face à l'ampleur des besoins qui sont en constante expansion. En juin 2017, les incursions des milices du Sud-Kivu au nord du Territoire de Kalemie ont ajouté une nouvelle dynamique au conflit inter communautaire. En septembre, les tensions se sont étendues du Territoire de Moba vers Pweto, dans la Province du Haut-Katanga, causant ainsi une nouvelle vague massive de déplacement interne et externe.

La crise n'a pas épargné le Territoire de Malembankulu (Province du Haut-Lomami), à proximité de Manono, qui depuis le début de l'année accueille plusieurs milliers de déplacés dans un contexte déjà fragilisé par les épidémies et l'insécurité alimentaire.

Depuis le dernier trimestre de l'année 2017, le Nord des territoires de Kongolo et Nyunzu vit une recrudescence alarmante des violences suite à l'expansion géographique de l'action des milices originaires de la Province du Maniema.



Des besoins en augmentation

Depuis le début de l'année, la province du Tanganyika, ainsi que les territoires de Pweto (Province du Haut-Katanga) et Malembankulu (Province du Haut-Lomami) rapportent une dégradation alarmante de la situation humanitaire dans tous les principaux secteurs, par rapport aux projections

qui avaient été faites en 2016. Les enfants, les femmes, et les personnes en besoin spécifique constituent les catégories les plus vulnérables et à risque. Le tableau ci-dessous résume le niveau d'évolution de certains indicateurs clé utilisés pour l'évaluation de la sévérité des besoins, sur la base des données disponibles au troisième trimestre 2017 :

Territoire	Zone de santé	Déplacés ¹ (30 nov. 17)	Protection ² (30 sept. 17)	Phases IPC ³	Nutrition ⁴		Santé ⁵ (Epidémies à la semaine 48)	
					Taux MAS	Taux MAG	Cas Choléra	Cas Rougeole
Kalemie	Nyemba	146 812	16 740	3	7,6%	14,4%	1 585	450
	Kalemie	185 888		4	7,6%	14,4%	1 780	785
Nyunzu	Nyunzu	122 491	2 700	3	4,3%	13,1%	2	180
Manono	Manono	62 980	4 576	4	3,2%	13,0%	318	1 049
	Kyambi	67 332		3	1,5%	8,4%	6	229
Kongolo	Kongolo	14 221	Aucune information disponible	2	7,6%	14,4%	440	883
	Mbulula	2 450		3	1,3%	9,7%	18	653
Moba	Moba	33 611	324	2	7,6%	14,4%	425	132
	Kansimba	10 607		3	4,1%	16,0%	48	894
Pweto	Pweto	37 094	2 320	3	3,5%	15,1%	2	0
	Kilwa	80 681		2	2,1%	10,3%	29	8
Malemba Nkulu	Lwamba	310	Aucune information disponible	2	1,7%	7,9%	168	34
	Mukanga	25 716		2	2,3%	11,0%	253	37
	Mulongo	59 512		3	2,1%	8,1%	1 487	15
	Malemba	19 013		3	2,8%	8,5%	882	8

Analyse par territoire

La situation humanitaire dans le *Territoire de Kalemie* reste dramatique. Depuis le début de l'année, le flux de déplacement est continu, avec des nouveaux pics rapportés au deuxième semestre, suite aux affrontements dans la zone de Bendera. Ce territoire accueille un total de 333 000 déplacés installés dans les communautés hôtes, sur des sites et dans des lieux d'hébergement (églises, écoles etc...). Malgré les efforts, les conditions de vie des déplacés restent alarmantes. Depuis janvier 2017, divers incendies ont causé la destruction - partielle ou totale - de quatre sites. La proximité entre les huttes et la précarité des abris ont aggravé la propagation du feu au sein des sites. L'insuffisance de moyens et les réticences sur le maintien de ces sites au niveau local ont fortement limité l'assistance. La persistance de l'insécurité dans les zones d'origine des déplacés, ainsi que la volatilité du contexte,

réduisent les opportunités de retour et augmentent le risque de déplacements multiples. La zone de santé de Nyemba compte parmi les plus affectées par la crise. Elle a été touchée directement par les affrontements intercommunautaires et accueille des déplacés et des retournés. La présence des forces armées et des milices le long des axes est un enjeu majeur de protection pour la population et les acteurs humanitaires. A l'ouest, sur l'axe nord de Nyunzu les affrontements ont repris depuis le dernier trimestre 2017, en raison de l'expansion géographique des milices originaires de la province du Maniema. Les villages sur l'axe ont été abandonnés et détruits par les milices, obligeant plusieurs milliers de personnes à chercher refuge à Nuynzu centre. Après une période de relative accalmie, la zone est retombée dans la violence.

Le *Territoire de Kongolo*, en particulier la zone de santé de Mbulula, a été également touché par les exactions commises par les milices du Maniema. Depuis octobre cette zone est devenue un théâtre de violences, alors qu'elle était jusqu'ici un lieu d'accueil des déplacés. Dans ces deux territoires, les affrontements sont actuellement en cours et la visibilité sur les tendances futures reste encore partielle et dépendante de

1. Source : Factsheet OCHA du 30 novembre 2017.
2. Source : Cluster protection national au 30 septembre 2017.
3. Source : 15ème Cycle IPC, juin 2017.
4. Source : Cluster national nutrition, 30 septembre 2017.
5. Source : Base de données du Ministère national de la santé.

l'évolution de la dynamique interne aux milices originaires des provinces frontalières et membres de la nouvelle "Coalition".

La vigilance reste nécessaire concernant le *Territoire de Manono*, malgré une accalmie dans les zones de santé de Manono et Kyambi depuis le deuxième semestre, avec des mouvements de retour significatifs. Ces deux zones avaient été l'un des fiefs principaux de la recrudescence des tensions intercommunautaires en 2016. La situation humanitaire est gravement impactée par l'insuffisance des capacités d'accompagnement au retour et par la propagation de l'épidémie de choléra dans la zone de santé de Manono. A Kyambi, le nombre d'acteurs humanitaires est très réduit en raison d'un manque de moyens et par des contraintes physiques et sécuritaires à l'accès humanitaire. L'axe Kyambi – Manono reste "à risque" en raison de la présence des milices.

Une amélioration des conditions sécuritaires a été rapportée dans le *Territoire de Moba*. Après un pic de violence en début d'année, ce territoire vit une accalmie progressive. Le risque d'une possible recrudescence des violences reste très élevé, en raison de la présence de plusieurs milliers de retournés sans assistance et d'un déploiement important de forces armées au sein des communautés. Dépourvus de moyens de subsistance, ces derniers sont auteurs de diverses exactions et actes de "tracasseries" envers la population locale. Cette cohabitation difficile pourrait mener à des nouvelles tensions internes entre la jeunesse et les militaires. De plus, en tant que fief de l'opposition politique, la zone risque d'être affectée par les effets du processus politique national sur la sécurité. Au mois d'octobre, les tensions dans le Territoire de Moba se sont étendues jusque dans le Territoire de Pweto, dans la Province du Haut-Katanga. Initialement, lieu d'accueil des déplacés fuyant la violence dans la province voisine, la zone est devenue théâtre de nouvelles tensions intercommunautaires et d'affrontements entre milices et forces armées, pendant le dernier trimestre. La dégradation des conditions sécuritaires a créé des vagues massives de déplacement interne, obligeant environ 813 000 personnes à chercher refuge en Zambie. Actuellement, les milices continuent à semer la terreur dans la zone et à commettre des exactions et de graves atteintes aux droits à la vie et à la propriété des populations locales. Les conditions sécuritaires restent encore précaires et très volatiles.

Le *Territoire de Malembankulu*, dans la Province du Haut-Lomami, a continué depuis le début de l'année, à accueillir des vagues de déplacés fuyant les violences dans la Province du Tanganyika. Ce mouvement interne associé à un contexte déjà très fragile, en termes d'accès aux biens et services de base, représente un facteur aggravant affectant le niveau de vulnérabilité des populations locales.

Analyse par secteur

Concernant *la protection*, les contraintes sécuritaires et physiques à l'accès, ainsi que l'insuffisance des ressources ont inévitablement compromis l'efficacité du mécanisme de monitoring existant. Au 30 septembre 2017, la zone ciblée rapportait environ 26 660 cas de protection, avec des pics majeurs dans le Territoire de Kalemie et la zone de santé de Kyambi. Compte tenu de la gravité de la situation sécuritaire, il est très probable que ces chiffres soient partiels, et que de nombreuses personnes affectées ne soient pas prises en compte.

Dans le domaine de *la sécurité alimentaire*, les territoires de Kalemie, Moba et Manono ont connu une dégradation par rapport au 14ème cycle de l'IPC (Cadre Intégré de Classification de la sécurité alimentaire). Ceci confirme l'impact néfaste de l'instabilité sécuritaire, des affrontements (pillage et destruction de la production et stocks) et des mouvements de population sur les capacités d'accès à la nourriture de base et aux moyens d'existence. Malgré la stagnation constatée dans les territoires de Nyunzu, Malembankulu et Pweto, les derniers événements, qui ont compromis le déroulement de la "grande saison agricole" (septembre – décembre) auront très probablement un impact sur la disponibilité alimentaire au début de l'année 2018, ce qui sera reflété lors du prochain cycle d'analyse.

En nutrition, les taux de malnutrition aigüe sévère (MAS) et malnutrition aigüe globale (MAG) restent globalement en dessous des seuils d'urgence, sauf dans les zones de santé de Kyambi et Mbulula. Ce constat, auquel s'ajoutent les facteurs aggravants comme le flux continu de déplacement et la détérioration des indicateurs de sécurité alimentaire, laisse présager une dégradation presque inévitable des conditions nutritionnelles dans les prochains mois, avec un impact conséquent sur les taux de morbidité et mortalité.

Concernant *les épidémies de choléra et rougeole*, les taux de morbidité restent préoccupants. Les territoires de Kalemie et Malembankulu sont gravement affectés par les pics de choléra, et les territoires de Moba et Manono par la rougeole. Le manque d'intrants prépositionnés, les difficultés d'accès à l'eau potable, les mauvaises conditions d'hygiène et assainissement, la promiscuité dans les sites et le mouvement des populations créent un cercle vicieux qui augmente les risques de propagation et contamination.

IMPACT DE LA

CRISE

Dynamique du conflit

Alors qu'il s'agissait au départ d'un conflit à caractère intercommunautaire, un changement de dynamique important s'est produit depuis le deuxième semestre 2017. La recrudescence des affrontements entre les Batwa et Bantu remonte au mois de juillet 2016, dans la zone de santé Nyunzu. Par la suite, le conflit s'est étendu à Manono à la fin de l'année 2016, puis au Territoire de Moba, en janvier 2017. En février 2017, un nouveau pic de violence s'est produit suite à l'organisation du Forum de la Paix à Kalemie, dont les conclusions n'ont pas répondu aux revendications de la communauté Batwa. Entre avril et mai 2017, des affrontements ont eu lieu dans le village de Monde dans le Territoire de Kabalo. Au début du deuxième semestre, les attaques des milices originaires du Sud-Kivu dans localité de Bendera, au nord du Territoire de Kalemie, ont créé une nouvelle dynamique. Depuis lors, l'influence de la présence des milices du Maniema et du Sud-Kivu sur l'évolution du conflit est devenue évidente, entraînant une aggravation des conditions sécuritaires. Plus récemment, depuis le dernier trimestre 2017, leur activisme dans le nord des territoires de Kongolo et de Nyunzu a mené à une recrudescence dramatique des violences, avec de nouveaux déplacements de populations. L'analyse des tendances pour les mois prochains indique une détérioration très probable. L'adhésion de la milice Batwa à la "Coalition" et son alliance avec les milices des provinces voisines, lui redonne une nouvelle vigueur en termes de capacités et ressources, ce qui laisse présager une intensification des attaques. Plus au sud, depuis septembre 2017, le conflit s'est également étendu au Territoire de Pweto plongeant la zone dans un nouveau cycle croissant de violence. Ceci a entraîné un déplacement massif des populations locales au niveau interne et vers la Zambie. Ces événements semblent être la conséquence des liens existants entre les milices dans le Territoire de Moba et celles originaires de Pweto.

Ampleur du Mouvement des Populations

La Province du Tanganyika compte près de 717 000 déplacés; le Territoire de Pweto (Province du Haut-Katanga) en compte environ 118 000 ; et le Territoire de Malembankulu (Province du Haut-Lomami), environ 105 000- selon les données disponibles au 30 novembre 2017. Entre la reprise des affrontements en 2016 et le mois de novembre 2017, quelque 12 060 personnes se sont déplacées au Sud-Kivu. Dans la Province du Tanganyika, 47% de ces déplacements ont eu lieu en 2017 et les déplacés sont répartis comme suit :

46% dans le Territoire de Kalemie ; 22% dans le territoire de Manono; 17% dans le territoire de Nyunzu ; et 6 % dans le territoire de Moba.

A noter que cette analyse ne prend pas en compte les données liées au récent pic de la crise dans le Territoire de Kongolo, sur l'axe Nord de Nyunzu, et dans le territoire Pweto. La visibilité reste encore partielle en raison des contraintes d'accès sécuritaire et des affrontements en cours. Cependant, les informations collectées par le mécanisme de veille et les acteurs humanitaires confirment une augmentation du niveau de sévérité de la crise et des déplacements. Globalement, la majorité des déplacés vit en famille d'accueil, sauf dans la zone de santé de Kalemie, où l'on rapporte la présence de sites formels et de lieux d'hébergement. Par ailleurs depuis le début de l'année, on rapporte environ 158 000 retournés dans la Province du Tanganyika. Malgré ce mouvement, le risque de nouveau déplacement reste très élevé en raison du contexte sécuritaire volatile. Au deuxième trimestre, des déplacés qui avaient été accompagnés dans leurs villages d'origine dans le cadre du plan de retour mené par les autorités locales ont dû fuir à nouveau après quelques semaines, suite à la reprise des affrontements sur les axes de retour.

Concernant Pweto, les vagues de déplacement remontent principalement aux événements récents rapportés depuis le mois de septembre. L'extension du conflit depuis le Territoire de Moba (Province du Tanganyika) a créé des nouvelles tensions intercommunautaires, qui ont entraîné des déplacements des populations des zones de santé de Pweto et Kilwa. Selon la dernière mise à jour, environ 13 000¹ congolais auraient cherché refuge en Zambie. Sur un total de 118 000 déplacés rapportés au 30 novembre 2017 dans le territoire de Pweto, 42% font partie des nouvelles vagues de 2017, dont 48% durant le mois de septembre, suite au nouveau pic de violences.

Depuis la reprise des affrontements dans la province du Tanganyika en 2016, environ 64 000 personnes fuyant les violences ont cherché refuge dans le Territoire de Malembankulu, soit 61% du nombre total des déplacés dans ce territoire.

La promiscuité dans les sites et dans les lieux d'hébergement, ainsi que les risques d'insécurité auxquels les déplacés sont exposés représentent des menaces majeures pour les catégories les plus vulnérables (femmes, enfants, personnes en besoin spécifique) en raison du manque de mesures de protection adéquates.

1. Mission d'évaluation inter-agence, territoire de Pweto, du 04 au 11 décembre 2017

Principaux besoins humanitaires

VIOLATIONS DU DROIT À LA VIE, À LA DIGNITÉ ET À L'INTÉGRITÉ DE LA PERSONNE

De janvier à septembre 2017, 26 660 cas de protection ont été rapportés dans les territoires affectés par la crise dans les provinces du Tanganyika, Haut-Lomami (Territoire de Malembankulu) et Haut-Katanga (Territoire de Pweto). Soit une moyenne de 2 920 cas par mois. Les contraintes sécuritaires à l'accès humanitaire, causées par les affrontements en cours, ainsi que l'insuffisance de moyens, limitent les capacités de monitoring des cas de protection et donne une visibilité partielle de la gravité de situation. Le Territoire de Kalemie a connu un nombre important d'incidents, en lien aussi avec la présence massive des déplacés et l'instabilité sécuritaire qui génère des pics réguliers de violence depuis le début de l'année. Ceci est confirmé par l'évolution de la situation dans la zone de santé de Nyemba qui reste très sensible à cause de la présence des forces armées et des milices. Cette instabilité affecte inévitablement l'accès des acteurs humanitaires et par conséquent la capacité de monitoring. Les dernières évolutions du contexte sécuritaire dans le Territoire de Nyunzu et Kongolo laissent présager une aggravation de la situation de protection. Malgré le manque des données récentes, il ressort que les dernières attaques perpétrées par les milices originaires du Maniema ont affecté plusieurs milliers de personnes en causant la destruction de dizaines de villages. Le renforcement des capacités de surveillance et suivi s'avère nécessaire pour améliorer la qualité de visibilité sur la sévérité de la situation. Concernant Nyunzu, le chiffre rapporté reflète l'accalmie relative que le territoire a connu jusqu'en septembre 2017. Cependant, il n'inclue pas l'impact du dernier pic de violence du début du quatrième trimestre, qui a provoqué un changement majeur dans le contexte sécuritaire. Pour Pweto, comme pour Kongolo, les contraintes d'accès humanitaire continuent à limiter la visibilité, laissant potentiellement plusieurs centaines de victimes dans l'oubli. Pour Malembankulu, aux difficultés physiques d'accès, s'ajoute la très faible présence des acteurs humanitaires. Cette situation alarmante met en péril la vie des personnes affectées, en particulier les catégories les plus vulnérables comme les femmes, les enfants, et les personnes en besoin spécifique.

VULNÉRABILITÉ AIGUË EN RAISON DE LA PERTE DE L'ACCÈS AUX BIENS, AUX SERVICES ET AUX MOYENS DE SUBSISTANCE DE BASE

La dégradation des indicateurs de sécurité alimentaire confirme les difficultés d'accès de la population à la nourriture de base et aux moyens d'existence dans la zone. La production agricole dans la Province du Tanganyika a gravement été affectée depuis 2016. La reprise des affrontements en juillet 2016 à Nyunzu, et leur expansion rapide vers Manono et Moba ont compromis la campagne agricole de la "grande saison" 2016-2017. Ceci a eu des répercussions inévitables sur le niveau de sécurité alimentaire en 2017, comme l'a montré l'analyse du 15^{ème} cycle du Cadre Intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC). Depuis lors, la persistance de l'instabilité dans la majorité des zones a affaibli les capacités de résilience des communautés locales. La "petite saison" agricole du début de l'année 2018 risque aussi d'être sérieusement compromise dans les territoires encore affectés par les violences. En revanche, les perspectives sont meilleures dans les zones en situation d'accalmie progressive, notamment les territoires de Manono, Kyambi, Moba et dans certaines localités du Territoire de Kalemie. L'accompagnement en intrants agricoles pourrait y favoriser une reprise des activités agricoles, en renforçant la capacité d'auto-prise en charge des populations locales. Une attention particulière devra être prêtée à la "grande saison" 2018, afin d'avoir un impact majeur sur l'amélioration des indicateurs de sécurité alimentaire. Concernant les activités commerciales, la rupture du cycle de production en lien avec les difficultés d'approvisionnement et l'augmentation de la demande dans les zones d'accueil a inévitablement favorisé l'augmentation des prix des biens de base. A ceci s'ajoute un dysfonctionnement des activités commerciales : excepté dans les centres urbains et environs, les marchés locaux le long des axes affectés par la crise ont arrêté de fonctionner, créant un gap important en termes d'accès aux biens de base, surtout dans les zones les plus reculées où les contraintes d'accès physiques et sécuritaires compromettent l'approvisionnement des ménages.

En termes d'accès aux services de base, la situation reste critique. Les centres de santé et les écoles ont été gravement affectés dans les lieux des affrontements avec des dommages majeurs sur les infrastructures et équipements. Depuis le début de l'année 2017, plusieurs milliers de personnes (résidents, déplacés et familles hôtes), restent sans accès aux services primaires de santé et à la scolarisation. Dans les zones d'accueil, l'arrivée massive des déplacés a sérieusement compromis la capacité d'absorption des nouveaux besoins par les structures existantes. La Division Provinciale de la Santé (DPS) rapporte qu'à la 47^{ème} semaine, 16 aires de santé de l'ensemble de la Province de Tanganyika n'ont pas fonctionné, dont 13 dans le Territoire de Nyunzu. Selon la Division Provinciale de l'Éducation (DPE), au moment de la rentrée scolaire 2017-2018, seulement 735 écoles primaires publiques qui avaient ouvert leurs portes sur les 1 649 écoles primaires que compte la Province du Tanganyika soit 44%. Pour le Territoire de Pweto, 71/2019 écoles ne sont pas opérationnelles, et 23 300 enfants entre 6 et 11 ans non scolarisés en raison des violences. La visibilité sur la situation reste encore partielle en raison des événements en cours et des difficultés d'accès humanitaire. Pour Malembankulu, il y a des besoins non couverts en termes de rupture de stocks de médicaments au niveau de l'Hopital Général de Référence et des centres de santé des zones de santé de Malemba et Mulongo. La principale contrainte d'accès à la santé reste le paiement des frais médicaux.

EPIDÉMIES ET MALNUTRITION AIGUË

Concernant les épidémies, des pics alarmants de rougeole et de choléra ont été signalés depuis le début de l'année 2017. De plus, la rupture des stocks d'intrants pour la riposte au deuxième semestre, a limité les capacités de prise en charge. Les risques de contamination ont augmenté de manière exponentielle, en particulier pour l'épidémie de choléra en raison de plusieurs facteurs notamment : la promiscuité dans les sites et dans les lieux spontanés, le faible accès à l'eau potable (à cause des difficultés d'accès physique, sécuritaires et des dommages causés par les affrontements), les mauvaises conditions d'hygiène et d'assainissement. Pour la rougeole, au manque d'intrants s'ajoutent les défis logistiques pour la conduite des campagnes de vaccination (liés aux contraintes physiques et sécuritaires à l'accès humanitaire), ainsi qu'au manque d'équipement pouvant maintenir la chaîne du froid (le matériel disponible a été sérieusement endommagé par les événements en cours). Enfin, pour la fièvre jaune, un cas a été rapporté fin septembre-début octobre dans la zone de santé de Mbulula, dans le Territoire de Manono. Il existe un risque majeur de résurgence de cette épidémie en particulier en raison des mauvaises conditions d'hygiène et d'assainissement, dans un contexte marqué par un nouveau cycle de violences et un manque d'intrants. En ce qui concerne la nutrition, la situation reste alarmante avec des taux de MAS et MAG dépassant les seuils d'urgence, sauf dans les zones de santé de Kyambi et Mbulula. Il faut également souligner le manque de données récentes (moins de six mois) en raison de l'insuffisance de ressources pour mener des évaluations rapides et des dysfonctionnements du système sanitaire perturbé par l'insécurité et les affrontements. Les pillages et destructions partielles ou totales des centres de santé, ainsi que la suspension des activités communautaires de dépistage ont sérieusement compromis les capacités de collecte des données pour une visibilité globale sur la situation. A ceci s'ajoute une rupture prolongée de stocks d'intrants nutritionnels qui a affaibli les capacités de prise en charge des acteurs opérationnels. L'association entre insécurité alimentaire et malnutrition laisse présager une augmentation progressive des taux de mortalité et morbidité dans les mois à venir.

UNE APPROCHE COORDONNÉE POUR UNE ASSISTANCE HUMANITAIRE RAPIDE, EFFICACE, RESPONSABLE ET FONDÉE SUR DES PRINCIPES

Malgré la présence d'acteurs humanitaires dans la Province du Tanganyika, leur capacité d'évaluation et de réponse rapide reste très limitée en raison de l'insuffisance des moyens disponibles par rapport à l'ampleur des besoins et aux contraintes à l'accès humanitaire. Ceci affecte inévitablement l'efficacité du suivi des besoins dans un contexte en phase d'évolution rapide. Pour les territoires de Pweto et Malembankulu, le nombre d'acteurs présents reste très faible. En effet, la retrait des acteurs humanitaires de ces zones fin 2016 a laissé un gap en capacités prépositionnées qui n'est pas encore comblé. Si la rapidité et l'efficacité de la réponse restent encore dépendants de la capacité de mobilisation rapide de ressources, le suivi du contexte global de la crise demande une adaptation du mécanisme de coordination. Désormais, la dynamique de la crise a changé en s'étendant aux provinces voisines situées au sud et sud-ouest, (provinces du Haut-Katanga et du Haut-Lomami), et au nord (sud de la Province du Maniema et Province du Sud-Kivu). Cette nouvelle dimension géographique demande une évolution significative du mécanisme de coordination, en faveur d'un renforcement des liens interprovinciaux entre les organes existants à Lubumbashi, Kalemie et Bukavu. Des échanges réguliers et conjoints entre les acteurs opérationnels dans ces trois pôles de coordination pourraient faciliter une meilleure compréhension, analyse et suivi de l'évolution de la crise et des besoins. De plus, l'extension de la crise à la Zambie requiert la création d'un lien de coordination avec l'UNHCR et les acteurs opérationnels dans la zone.



STRATÉGIE DE LA

RÉPONSE

La stratégie, les modalités de réponse et le ciblage des bénéficiaires proposés dans ce document ont été développés en conformité avec le cadre logique du PRH. La stratégie a été élaborée autour des trois premiers objectifs stratégiques du PRH (OS1, OS2, OS3) et des objectifs spécifiques pertinents. Le paquet d'activité pour chaque secteur fait également référence aux standards du PRH, ainsi qu'aux lignes directrices des clusters. Un accent devra être mis sur le concept de la centralité de la protection à travers l'intégration transversale d'activités de sensibilisation pour une meilleure compréhension du mandat et des principes humanitaires, et le renforcement du mécanisme de monitoring et référencement des victimes.

Les besoins prioritaires ont été définis sur la base de l'analyse des conditions de vie des populations affectées et des tendances pour les mois prochains, en lien avec les activités d'assistance humanitaire déjà en cours. Les modalités d'intervention ont été identifiées en tenant compte des contraintes physiques et sécuritaires à l'accès ainsi que de certaines préférences des bénéficiaires connues par la communauté humanitaire. L'analyse inclut également les trois modalités principales en cours d'utilisation, notamment l'assistance monétaire, l'approche foires et les distributions directes. Le niveau de faisabilité pour chacune de ces modalités a été déterminé en prenant en compte i) la présence et capacité d'absorption de la demande par les marchés existants, ii) les risques liés au principe de "Ne Pas Nuire" en lien avec la présence des forces armées, l'activisme des milices, et des dynamiques de cohabitation entre les différents groupes

sociaux. De manière globale, l'analyse a également bénéficié de la capitalisation des leçons apprises.

Le pré positionnement rapide d'intrants et le renforcement des ressources pour la conduite d'évaluations rapides ont été identifiés comme des éléments déterminants pour améliorer la capacité et qualité de la réponse en termes de rapidité, efficacité et adaptation aux besoins des populations affectées.

Les besoins prioritaires

Le paquet d'activités multisectoriel a été retenu comme l'approche la mieux adaptée pour assurer une réponse adéquate aux besoins holistiques des populations affectées. Le contenu des paquets fait référence aux activités proposées par les clusters dans le cadre du Plan de Réponse pour la RDC 2017-2019. L'application de l'approche multisectorielle vise également à réduire le risque d'un saupoudrage des interventions en faveur d'une amélioration de la qualité de l'impact de l'assistance sur les conditions de vie des populations affectées. Les détails par zone de santé priorisée sont disponibles dans les tableaux résumés en annexe.

Une attention spécifique devra être donnée à la valorisation des expertises humanitaires déjà présentes au niveau provincial et à la coordination avec les programmes de développement et de transition en cours de mise en œuvre, parmi lesquels on rapporte le programme P4P FAO/PAM et les allocations standard du Fond Humanitaire.

OBJECTIF STRATEGIQUE 1 (OS1)

L'amélioration immédiate des conditions de vie des personnes affectées par la crise et en particulier les plus vulnérables.

PERSONNES CIBLEES

 572K

OBJECTIF STRATEGIQUE 2 (OS2)

La protection des personnes touchées par la crise et l'assurance du respect de leurs droits humains.

PERSONNES CIBLEES

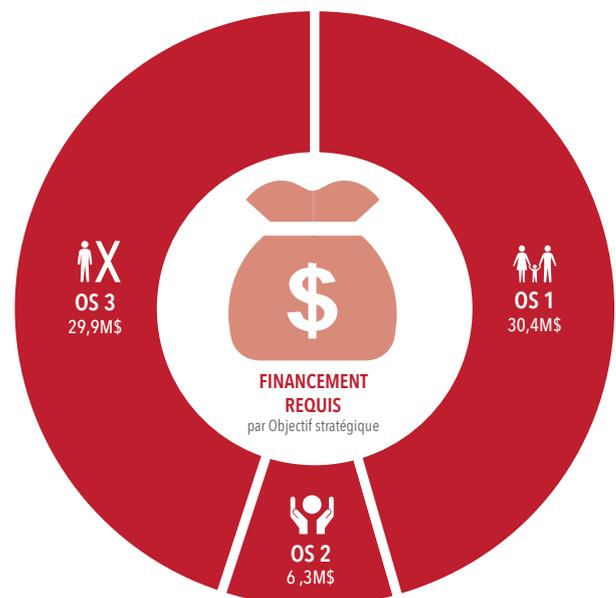
 31K

OBJECTIF STRATEGIQUE 3 (OS3)

La réduction de la surmortalité et la surmorbidity des personnes affectées par la crise.

PERSONNES CIBLEES

 563K



ACCÈS

OPÉRATIONNEL

Les contraintes sécuritaires et physiques à l'accès représentent une barrière majeure à la fourniture de l'assistance, dans presque la totalité des zones de santé ciblées. Pour cette raison, l'analyse conjointe menée au niveau provincial a prêté une attention particulière à ces aspects qui ont été détaillés par zone de santé ciblée, dans les tableaux en annexe. Cet exercice a également mis un accent sur la définition des mesures nécessaires pour atténuer l'impact de ces barrières sur la rapidité et efficacité de la réponse.

- **Contraintes sécuritaires.** Depuis le troisième trimestre 2017, on rapporte une détérioration des conditions sécuritaires dans la Province du Tanganyika et le Territoire de Pweto. Au mois d'octobre, les axes les plus affectés par cette détérioration ont été les suivants : Kalemie – Nyunzu, Nyunzu -Mbulula, Nyunzu – Kankwala et Pweto-Kalemie. Compte tenu de la volatilité du contexte sécuritaire, le constat actuel devrait évoluer dans les semaines et les mois à venir. La mise en place de mesures d'atténuation s'avère nécessaire, notamment le renforcement de la coordination civilo-militaire, ainsi que des activités de sensibilisation sur le mandat et les principes humanitaires, de manière transversale à tout autre programme en cours.
- **Contraintes physiques.** Le mauvais état des axes routiers représente une barrière majeure à l'accès dans la totalité des zones ciblées, en particulier pendant la saison des pluies. En termes d'atténuation, l'analyse a fait ressortir le besoin de renforcer les capacités des acteurs membres du cluster logistique pour faciliter la recherche de solutions adaptées aux contraintes spécifiques des zones ciblées, tout en prenant en compte l'enjeu de la rapidité. Parmi les exemples de solutions à approfondir, l'on peut notamment citer : la mise en place de plateformes pour faciliter l'approvisionnement, le stockage et le transport des intrants ; la réhabilitation légère des points chauds et axes prioritaires pour l'acheminement de l'aide, à travers la mobilisation d'équipes mobiles et l'implication des communautés locales etc... De manière générale, le

déploiement d'équipes mobiles d'intervention rapide et la valorisation des réseaux d'organisations et des associations présentes au niveau local représentent des éléments clé à considérer dans la définition des modalités d'assistance.

Toujours dans le but de faciliter l'accès humanitaire et de réduire les risques liés au principe de "Ne Pas Nuire", il est nécessaire considérer la question des tensions intercommunautaires, notamment en veillant à une implication active des communautés bénéficiaires dans les activités de ciblage et de fourniture de l'aide. Dans la même logique, on constate des contraintes d'accès physique aux poches de population de la communauté Batwa qui sont déplacées en "brousse". Ceci demande une attention particulière de la part des acteurs, en termes d'adaptation des modalités de mise en œuvre, et des efforts en faveur d'une meilleure "inclusivité" de la réponse.



QUESTIONS PRIORITAIRES EN MATIÈRE D'ACCÈS

- Renforcement des activités de coordination civilo-militaire ;
- Sensibilisation communautaire sur les principes humanitaires ;
- Renforcement des activités de coordination en faveur de la mutualisation des capacités de transport et stockage existantes ;
- Mise à disposition de capacités logistiques supplémentaires et réhabilitation d'urgence des pistes et axes ciblés par l'assistance ;
- Amélioration de la gestion, du traitement et de l'analyse des données sur les barrières physiques et sécuritaires à l'accès humanitaire.

COORDINATION

HUMANITAIRE

L'extension géographique du conflit de la Province du Tanganyika vers les territoires de Pweto et de Malembankulu demande une adaptation conséquente des modalités de coordination humanitaire. La mise en place d'activités de coordination au niveau "interprovincial" pourrait représenter une solution efficace pour l'amélioration de l'analyse collective de la crise, ainsi que pour le renforcement des capacités d'évaluation et de réponse rapide aux besoins. Ceci se justifie par les liens de "cause à effet" entre l'évolution de la crise dans la Province du Tanganyika, le Territoire de Pweto et la dégradation de la situation humanitaire dans le Territoire de Malembankulu. De plus, compte tenu du nombre croissant de réfugiés congolais rapporté en Zambie, la coordination avec le bureau de l'UNHCR et les acteurs humanitaires opérationnels dans la réponse devrait être renforcée au niveau transfrontalier, ceci afin d'assurer un suivi conjoint de l'évolution de la situation et des besoins, tout en prêtant une attention spécifique au monitoring de la protection le long de la frontière et aux mouvements de retour.

QUESTIONS PRIORITAIRES EN MATIERE DE COORDINATION

- Mise en place d'activités de coordination au niveau "inter provincial" entre les trois provinces affectées par la crise, Sud Kivu-Maniema – Tanganyika ;
- Coordination avec le bureau UNHCR en Zambie et les acteurs humanitaires opérationnels dans la réponse aux réfugiés congolais ;
- Renforcement du mécanisme d'alerte et de monitoring des cas de protection ;
- Renforcement des capacités d'évaluation rapide multi sectorielle.



FINANCEMENT

REQUIS

		FINANCEMENT REQUIS		
		(En millions)		
		Tanganyika	Haut-Lomami	Haut-Katanga
	Sécurité Alimentaire	25,1M	3,2M	7,4M
	AME/Abris	10,2M	1,6M	1,4M
	Education	7,6M	1,4M	1,3M
	Santé	4,9M	0,9M	3,7M
	Nutrition	5,8M	1,3M	1,8M
	Protection	5,2M	0,8M	1,7M
	Eau, Hygiène et Ass.	3,0M	0,7M	2,3M
	Logistique	14,6M	-	-
	Télécommunications d'Urgence	0,2M	-	-
TOTAL	106,4M	76,7M	10,1M	19,6M

		PERSONNES CIBLÉES ET DANS LE BESOIN					
		Haut-Katanga		Haut-Lomami		Tanganyika	
		(En millions)					
	Protection	0,06	0,10	0,20	0,20	0,35	0,63
	WASH	0,06	0,10	0,20	0,20	0,26	0,63
	AME-Abris	0,04	0,06	0,04	0,05	0,27	0,36
	Sécurité Alimentaire	0,05	0,05	0,10	0,10	0,36	0,36
	Santé	0,05	0,05	0,20	0,20	0,27	0,27
	Education	0,02	0,05	0,02	0,04	0,12	0,25
	Nutrition	0,01	0,02	0,02	0,02	0,06	0,08
	Logistique	-	-	-	-	-	-
	Télécommunications d'Urgence	-	-	-	-	-	-
TOTAL		0,30	0,42	0,79	0,83	1,69	2,57



GUIDE DU DONATEUR

En vue de l'action humanitaire conformément au Plan de réponse humanitaire de la RDC

CONTRIBUER AU PLAN DE RÉPONSE HUMANITAIRE DE LA RDC



Pour lire le plan de réponse préliminaire du pays et faire une contribution directement au plan du pays, consultez les pages spécifiques au pays sur le site internet humanitarianresponse.info. Chaque plan de pays contient des liens vers des informations en ligne sur les organisations participantes et les personnes à contacter.

www.rdc.humanitarianresponse.info/

CONTRIBUER AU FONDS HUMANITAIRE POUR LA RDC



Le Fonds commun de la RDC est un instrument de financement humanitaire géré depuis la RDC. Il s'agit d'un fonds lancé par le Coordonnateur des secours d'urgence (Mark Lowcock) et financé par divers gouvernements. Le Coordonnateur humanitaire a autorité sur l'utilisation du fonds et délègue sa gestion quotidienne à une unité conjointe composée des entités d'OCHA et du PNUD. Pour plus d'informations sur les fonds communs de pays, visitez: www.unocha.org/what-we-do/humanitarian-financing/country-based-pooled-funds

Si vous souhaitez contribuer au Fonds humanitaire pour la RDC, veuillez contacter le Chef de l'Unité de financement humanitaire:

moriken.camara@undp.org

CONTRIBUER AU FONDS CENTRAL DE REPONSE AUX URGENCES (CERF)



Le CERF fournit rapidement un financement initial pour des activités vitales dès les premières phases d'une situation d'urgence et pour des opérations humanitaires essentielles peu financées répondant à des crises prolongées. Le CERF, géré par OCHA, reçoit des contributions de divers donateurs - principalement des gouvernements, mais aussi d'entreprises privées, de fondations, d'organismes de bienfaisance et de particuliers - qui sont regroupés en un seul fonds. Les fonds CERF sont utilisés pour répondre à des crises dans le monde entier. Pour en savoir plus sur le CERF et la manière d'y contribuer, consultez le site web du CERF: www.unocha.org/cerf/ourdondon/how-donate

CONTRIBUTIONS EN NATURE



Les Nations Unies demandent aux bailleurs de fonds de faire des dons en espèces plutôt qu'en nature pour garantir rapidité et flexibilité et l'adéquation entre besoins et aide fournie. Si vous ne pouvez faire que des contributions en nature en réponse à une catastrophe et situation d'urgence, veuillez contacter: logik@un.org.



ENREGISTREMENT ET IDENTIFICATION DE VOS CONTRIBUTIONS

OCHA gère le Service de suivi financier (FTS), qui enregistre toutes les contributions humanitaires déclarées (argent, en nature, multilatéral et bilatéral) aux situations d'urgence. Son objectif est de donner crédit et visibilité aux donateurs pour leur générosité. Veuillez signaler vos contributions à FTS, soit par courrier électronique à fts@un.org, soit par le biais du formulaire de déclaration de contributions en ligne à

<http://fts.unocha.org>

ANNEXES

DETAILS DES ZONES ET BESOINS PRIORITAIRES

TABLEAU DE SYNTHÈSE PAR PROVINCE

Priorisation par Zones (1)

Territoire et ZS	Axes prioritaires/ Localités	Besoins prioritaires	Conditions d'accès	Modalités d'intervention
Territoire de Kalemie, Zone de Santé de Nyemba	Kalemie- Kyoko Kalemie- Bendera	Paquet d'activités multisectoriels:  Bénéficiaires ciblés: Déplacés, familles d'accueil et retournés	 Contraintes sécuritaires : (i) Présence massive des membres des milices et forces armées le long des axes ; (ii) tensions intercommunautaires entre Batwa et Bantu. Besoin en renforcement de la coordination civile-militaire et des activités de sensibilisation communautaire sur les principes humanitaires et critères d'évaluation de la vulnérabilité.	 Assistance monétaire  Foires  Distribution directe
Territoire de Kalemie, Zone de Santé de Nyemba.	Axe Kalemie-Kabimba	Paquet d'activités multisectoriels:  Bénéficiaires ciblés: Déplacés, familles d'accueil et retournés	 Contraintes sécuritaires : (i) Présence massive des membres des milices et forces armées le long des axes ; (ii) tensions intercommunautaires entre Batwa et Bantu. Besoin en renforcement de la coordination civile-militaire et des activités de sensibilisation communautaire sur les principes humanitaires et critères d'évaluation de la vulnérabilité	 Assistance monétaire  Foires  Distribution directe
Territoire de Kalemie, Zone de Santé de Kalemie	Déplacés dans les sites et dans les lieux d'hébergement.	Paquet d'activités multisectoriels:  Bénéficiaires ciblés: Déplacés, familles d'accueil	Contraintes administratives : compte tenu de la sensibilité du contexte, il est recommandé d'assurer une coordination régulière et adéquate avec les autorités provinciales	 Assistance monétaire  Foires  Distribution directe
Territoire Kalemie, Périphérie de la Zone de Santé de Kalemie.	Axe Kalemie – Kambu (y compris le site de Mwaka)	Paquet d'activités multisectoriels:  Bénéficiaires ciblés: Déplacés, familles d'accueil et retournés Assurer une adéquate coordination avec les programmes de développement en cours de mise en œuvre dans le secteur de la sécurité alimentaire.	 Contraintes sécuritaires : déploiement important des forces armées. Besoin en renforcement de la coordination civile-militaire et sensibilisation communautaire sur le mandat et principes de l'action humanitaire	 Assistance monétaire – faisable jusqu'au village de Mwaka.  Foires  Distribution directe

Territoire et ZS	Axes prioritaires/ Localités	Besoins prioritaires	Conditions d'accès	Modalités d'intervention
Territoire de Nyunzu, Zone de Santé de Nyunzu	Axe Nord et Sud de Nyunzu	<p>Paquet d'activités multisectoriels:</p>  <p>Bénéficiaires ciblés: Déplacés, familles d'accueil et retournés</p> <p>Assurer une adéquate coordination avec les programmes multisectoriels de développement en cours de mise en œuvre.</p>	<p> Contraintes sécuritaires : présence des milices le long de l'axe Nord et affrontements en cours.</p> <p> Accès à l'assistance : une partie de la communauté Batwa est installée dans la "brousse" avec une limitation de leur capacité d'accès à l'assistance. Besoin en renforcement des activités de sensibilisation communautaires pour faciliter l'accès aux bénéficiaires dans les zones les plus reculées.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <input checked="" type="checkbox"/> Assistance monétaire – faisable jusqu'au village de Mwaka. <input checked="" type="checkbox"/> Foires <input checked="" type="checkbox"/> Distribution directe
Territoire de Nyunzu, Zone de Santé de Nyunzu.	Nyunzu Centre	<p>Paquet d'activités multisectoriels:</p>  <p>Bénéficiaires ciblés: Déplacés, familles d'accueil</p> <p>Assurer une adéquate coordination avec les programmes multisectoriels de développement en cours de mise en œuvre.</p>	<p> Contraintes sécuritaires : présence des milices le long de l'axe Nord et affrontements en cours.</p> <p> Accès à l'assistance : une partie de la communauté Batwa est installée dans la "brousse" avec une limitation de leur capacité d'accès à l'assistance. Besoin en renforcement des activités de sensibilisation communautaires pour faciliter l'accès aux bénéficiaires dans les zones les plus reculées.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <input checked="" type="checkbox"/> Assistance monétaire <input checked="" type="checkbox"/> Foires <input checked="" type="checkbox"/> Distribution directe
Territoire de Nyunzu, Zone de Santé de Nyunzu.	Axe Nyunzu-Luizi	<p>Paquet d'activités multisectoriels:</p>  <p>Bénéficiaires ciblés : déplacés, retournés et familles d'accueil.</p>	<p> Contraintes sécuritaires : (i) présence des barrières des forces armées ; (ii) présence des milices. Besoin en renforcement de la coordination civile-militaire.</p> <p> Accès à l'assistance : le mouvement de retour en cours. Il est recommandé d'assurer le pré positionnement de kits d'accompagnement pour couvrir l'augmentation progressive des besoins.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <input checked="" type="checkbox"/> Assistance monétaire <input checked="" type="checkbox"/> Foires <input checked="" type="checkbox"/> Distribution directe
Territoire de Kongolo Zones de santé de Mbulula et de Kongolo.	Mbulula-Makutano Kasenge Mbulula- Bigobo ; Mbulula Kayanza Mbulula – Makutano	<p>Paquet d'activités multisectoriels:</p>  <p>Bénéficiaires ciblés : déplacés, retournés et familles d'accueil.</p>	<p> Contraintes sécuritaires : affrontements en cours.</p> <p> Contraintes physiques : mauvaises conditions des axes routiers.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <input checked="" type="checkbox"/> Assistance monétaire <input checked="" type="checkbox"/> Foires <input checked="" type="checkbox"/> Distribution directe

Territoire et ZS	Axes prioritaires/ Localités	Besoins prioritaires	Conditions d'accès	Modalités d'intervention
Territoire de Pweto, Zone de Santé de Pweto	Axes: Pweto- Mwenge; Pweto – Kipeto; Pweto-Kizabi.	Paquet d'activités multisectoriels:  Bénéficiaires ciblés : déplacés, retournés et familles d'accueil.	 Contraintes sécuritaires : (i) présence des milices ; (ii) opérations militaires en cours contre les milices. Besoin de renforcement de la coordination civile-militaire et activités de sensibilisation communautaire sur le mandat et principes de l'action humanitaire ; formation et sensibilisation des forces armées en matière de protection des civils.	<ul style="list-style-type: none">  Assistance monétaire  Foires  Distribution directe
Territoire de Pweto, Zone de Santé de Kilwa.	Axes : Mulenda- Mutabi-Kiona-Kabangu- Dikulushi-Kyankalamu	Paquet d'activités multisectoriels:  Bénéficiaires ciblés : déplacés, retournés et familles d'accueil.	 Contraintes sécuritaires : (i) présence des milices et affrontements en cours ; (ii) opérations militaires en cours contre les milices. Besoin de renforcement de la coordination civile-militaire et activités de sensibilisation communautaire sur le mandat et principes de l'action humanitaire ; formation et sensibilisation des forces armées en matière de protection des civils.	<ul style="list-style-type: none">  Assistance monétaire  Foires  Distribution directe
Territoire de Malembankulu, Zones de Santé de Lwamba et Malemba	Lwamba : Axe : Lwamba - Kabumbulu Malemba : Malemba – Kabala Axe : Kabwe – Songwe - Seya	Paquet d'activités multisectoriels:  Bénéficiaires ciblés : Déplacés, familles d'accueil.	 Aucune contrainte sécuritaire et physique à l'accès de l'assistance humanitaire.	<ul style="list-style-type: none">  Assistance monétaire  Foires  Distribution directe
Territoire de Malembankulu, Zones de Santé de Mukanga et Mulongo.	Mukanga : Axes : Kyolo – Mukubu, Kibindi – Kafumbe. Mulongo: Axes: Kanunka - Kipuzi – Ngoya	Paquet d'activités multisectoriels:  Bénéficiaires ciblés : Déplacés, familles d'accueil.	 Contraintes sécuritaires : (i) Proximité avec les zones en conflit de la Province du Tanganyika avec forte militarisation de la zone. Besoin de renforcement de la coordination civile-militaire et activités de sensibilisation communautaire sur le mandat et principes de l'action humanitaire ; formation et sensibilisation des forces armées en matière de protection des civils.	<ul style="list-style-type: none">  Assistance monétaire  Foires  Distribution directe

Priorisation par Zones (2)

Territoire et ZS	Axes prioritaires/ Localités	Besoins prioritaires	Conditions d'accès	Modalités d'intervention
Territoire de Manono, Zone de Santé de Manono.	Zone de Santé de Manono ; Axes Kanteba Katolo et Malata- Luba Mbudi	Paquet d'activités multisectoriels:  Bénéficiaires ciblés: retournés	 Aucune contrainte sécuritaire et physique à l'accès de l'assistance humanitaire.	<ul style="list-style-type: none">  Assistance monétaire – faisable seulement à Manono centre  Foires  Distribution directe
Territoire de Manono, Zone de Santé de Kyambi.	Axes :Kiambi-Lwaba (retournés); Kiyambi-Kayumba (retournés); Mpiana-Shamwana (retournés); Kiambi-Sange Kabeké (déplacés et retournés).	Paquet d'activités multisectoriels:  Bénéficiaires ciblés : retournés, déplacés et familles d'accueil.	<ul style="list-style-type: none">  Contraintes sécuritaires : les axes de Mpiana-Shamwana - Kiamni - Sange – Kabeké sont affectés par les affrontements et tensions intercommunautaires.  Contraintes physiques : mauvaises conditions des axes routiers 	<ul style="list-style-type: none">  Assistance monétaire  Foires  Distribution directe
Territoire de Moba Territory, Zone de Santé de Moba	Axes : Moba- Pepa ; Kala Kayabala ; Moba Karonja Mpala ; Moba Muliru Fube	Paquet d'activités multisectoriels:  Bénéficiaires ciblés : retournés, déplacés et familles d'accueil.	 Contraintes physiques : mauvaises conditions des axes routiers.	<ul style="list-style-type: none">  Assistance monétaire – faisable seulement à Moba centre  Foires  Distribution directe
Territoire de Moba Moba, Zone de Santé de Kansimba.	Axes : Lusaka Mwanza; Kasenga Nganyi	Paquet d'activités multisectoriels:  Bénéficiaires ciblés : retournés, déplacés et familles d'accueil.	<ul style="list-style-type: none">  Contraintes sécuritaires : présence des milices.  Contraintes physiques : mauvaises conditions des axes routiers. 	<ul style="list-style-type: none">  Assistance monétaire  Foires  Distribution directe

Ce document est élaboré au nom de l'Equipe Humanitaire Pays et de ses partenaires.

Il présente la vision de la crise et la stratégie de réponse humanitaire conjointes de l'Equipe Humanitaire Pays.

Les appellations employées dans le document et la présentation des différents supports n'impliquent pas d'opinion quelconque de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies concernant le statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni de la délimitation de ses frontières ou limites géographiques.



www.unocha.org/drc



<https://rdc.humanitarianresponse.info/fr>



@UNOCHA_DRC